Macron Démission, Assemblée Dissolution !

lundi 15 juin 2020, par Jacques COTTA

L'allocution présidentielle de ce dimanche 14 juin nourrissait, parmi les plus naïfs, quelques espoirs. Nombreux, sans l'avouer, voulaient y croire. Macron à la télévision parlerait vite et de façon catégorique. Au mieux il démissionnerait pour tenter de re légitimer, ou légitimer tout simplement, son pouvoir personnel par une nouvelle élection présidentielle. Au pire il annoncerait la dissolution de l'assemblée pour tenter de régénérer une majorité qui durant deux ans aura brillé par sa docilité, et sur le fond sa nullité. D'une façon ou d'une autre il devrait prendre une initiative qui chamboulerait la vie politique et permettrait peut-être de re distribuer les cartes.

Mais il n'en n'a rien été. Dés les premières minutes le Président de la République déjouait les pronostics qui courraient dans les rédactions parisiennes sur la base d'informations sciemment distillées. Les illusions, témoignages d'incompréhensions majeures, s'envolaient.

La démission aurait exigé une qualité personnelle, le courage encore dénommé panache, qui aujourd'hui fait défaut. Elle aurait exigé la capacité et la volonté d'engager dans le pays un véritable débat sur les questions essentielles, économiques et sociales notamment, qui sont traitées depuis deux ans, mais prudemment évacuées de toute discussion. Il eut été par exemple nécessaire, pour esquisser le monde de demain — puisque l'exercice est à la mode — d'aborder le rejet que suscite le monde d'aujourd'hui, dont les valeurs sont précisément incarnées par Macron et sa cour. Il eut fallu pour Emmanuel Macron défendre ouvertement et frontalement la liquidation des retraites en reprenant sa réforme, l'amputation des libertés imposée par les différentes lois d'urgence, la diminution des indemnisations, comme l'impose sa réforme de l'assurance chômage, la mise à mal des services publics, comme l'a mis au premier plan la crise sanitaire avec l'hôpital et la santé en général, mais aussi affirmer les attaques en cours ou en préparation contre l'enseignement, l'emploi, les salaires, et quelques autres questions qui auraient alors trouvé une caisse de résonance assourdissante pour le pouvoir démissionnaire bien incapable de jouer son jeu à cartes retournées.

La dissolution présentait une difficulté supplémentaire. Le personnel politique sur lequel s'appuie la macronie est déjà épuisé. Qui reste t'il ? Les Valls, les Guedj, les Cohn-Bendit, et pourquoi pas les Goupil ? Un peu rance et marqué pour faire office de renouvellement et soulever l'enthousiasme.

Alors ?

Les commentateurs officiels sur les plateaux de télévision, dans les studios de radio ou encore dans les rédactions des journaux sont assez timides sur le fond. Ils se veulent impertinents pour souligner que le Président n'a eu de cesse de s'auto congratuler, tout en adressant ses félicitations aux français pour leur discipline, leur obéissance, leur soumission durant la période de confinement. Mais ils évitent l'essentiel que le président n'a pas évacué.

- Macron remet dans les mains des « partenaires sociaux » encore dénommés « corps intermédiaires » la mise en pratique de sa politique pour les deux ans qui viennent. Il s'agit donc d'intégrer officiellement les organisations syndicales — qui ont déjà un fil à la patte avec leur appartenance à la CES, organe de l'UE pour la politique sociale — au nom de la responsabilité à combattre les effets de la crise sanitaire. Il faudra travailler plus et toucher moins ! C'est aux syndicats de faire passer la pilule. Aussi, n'y a t'il rien de plus urgent que d'exiger par exemple la sortie des organisations syndicales du Ségur de la santé, dont l'objectif

est en réalité de faire prendre en charge par les syndicats hospitaliers la pénurie organisée, la destruction de notre système de santé.

- Les restaurants, cinémas, bars etc… pourront reprendre leur activité, certes avec des contraintes apparentes. Mais les rassemblements, les manifestations, dont on apprend de la bouche présidentielle, qu'ils constituent le principal vecteur de propagation du virus, (voila que nous serions responsables du Covid) seront strictement encadrées, nous dit-il. On imagine la suite.

- La crise sociale va coûter cher nous dit le président. Qui paiera ? Pas les impôts des plus riches surtout. Pas les revenus des actionnaires. Non, mais qui alors ? Sans le dire, Emmanuel Macron reprend à son compte les vieilles recettes qui consistent à taxer le peuple dans son ensemble, histoire d'épargner les privilégiés, ses soutiens, ses donneurs d'ordre.

- La question européenne que le président évoque pour parler de souveraineté européenne justement, là où n'existe ni peuple, ni nation, cette question, si elle n'était risible dans la bouche macronienne tellement elle est absurde, donne une indication précise concernant le « paiement de la dette ». C'est sans doute la Grèce à grande échelle que prépare l'UE avec la complicité des gouvernements français et allemands notamment. Comment d'ailleurs peut-il en être autrement lorsqu'on refuse la seule souveraineté qui vaille, la souveraineté nationale sous tous ses aspects, dont la souveraineté monétaire qui permettrait de battre monnaie pour ré industrialiser, embaucher, définir nos priorités, les assumer, et décider quoi, et qui rembourser.

Pour conclure, les formules concernant la police méritent notre intérêt. Emmanuel Macron sans distinction, sans réserve, accorde toute sa confiance "au nom de la Nation" à une police qu'on fait mine de découvrir sur l'affaire Traoré, mais qui s'est bien distinguée durant la mobilisation des Gilets jaunes, agissant comme une milice privée chargée d'énucléer, d'estropier, de mutiler sur ordre pour casser la contestation sociale. Ne nous y trompons pas. Cette « indulgence » à l'égard de la police, tous corps confondus, est assez intéressée. Il s'agit de donner des gages à ceux que le pouvoir peut demain appeler à l'action contre les mobilisations sociales, contre le peuple français.

Durant la pandémie, Macron pour cacher ses responsabilités a abusé du terme « nous sommes en guerre ».
Rendons au roitelet ce qui lui revient de droit. Nous sommes bien en guerre. La guerre sociale que le président de la république, tout sourire, a re déclaré dimanche 14 juin au peuple français.

Jacques Cotta
Le 15 juin 2020